

Les communs ne se substituent pas à l'intérêt général

Publié dans *Marianne*, n°974, 11 décembre 2015

Christophe Ramaux (propos recueillis par Bertrand Rothé)

Pourquoi opposer l'Etat social aux communs, comme le font les tenants des communs ?

Les deux peuvent utilement se compléter. A côté du public, il y a place pour des communautés d'usagers partageant des ressources : potager, pêche, terrain de pétanque, lave-linge collectif, etc. Souvent locales, ces communautés peuvent se déployer à une échelle plus vaste, Wikipédia en témoigne. De même, il y a place pour l'économie sociale et solidaire (associations, coopératives..) avec laquelle les communs s'articulent. Il faut laisser la société respirer. Le XX^e siècle l'a montré, tout ne doit pas être nationalisé.

Mais il y a bien opposition de logique dès lors que les communs sont posés comme « le » nouveau paradigme de l'émancipation, comme le soutient la petite mode autour d'eux. Par construction, cela implique de reléguer l'Etat social au rang d'antiquité : il n'en resterait que des résidus du passé révolu des Trente Glorieuses. Ou au rang de fantasme : il n'aurait jamais existé puisque l'Etat serait fondamentalement bourgeois.

C'est nier la révolution portée par l'Etat social et son actualité maintenue. 30 % des emplois sont publics en France (5,4 millions dans la Fonction publique et 1,8 dans les entreprises publiques). La contribution au PIB des fonctionnaires (car ils sont productifs !) s'est élevée à 360 milliards en 2014. Cela se retrouve en termes de consommation de services publics (éducation, hôpital, police, etc.). Si on ajoute les prestations sociales en nature (128 milliards de consultations libérales, médicaments remboursés, allocations logement...) et en espèce (430 milliards de retraite, allocations familiale et chômage...), on s'aperçoit que la moitié de la consommation globale (80 % des débouchés contre 20 % pour l'investissement) est soutenu par l'Etat social. On est ici dans du lourd, loin du quart d'heure warholien autour des communs.

A y bien réfléchir, nous ne vivons pas dans des économies de marché, mais dans des économies mixtes avec du marché et de l'intervention publique. Vivons-nous dans des économies capitalistes ? Oui... mais pas dans des économies monocapitalistes. L'Etat social a une dimension antilibérale, mais aussi anticapitaliste : par lui des sphères entières d'activité échappent au capital.

Mais le néolibéralisme n'a-t-il pas détruit l'Etat social ?

C'est son projet : privatisation de la protection sociale et des services publics, flexibilisation du droit du travail, réorientation des politiques économiques (budgétaire, monétaire, industrielle, commerciale...) dans un sens libéral. Gare cependant au catastrophisme : l'Etat social a de beaux restes, il n'a pas été mis à bas. C'est autour de certains dispositifs de la politique économique que le néolibéralisme a été le plus loin : finance libéralisée, libre-échange, austérité salariale, contre-révolution fiscale... Mais c'est justement part là qu'a surgi la grande crise de 2008.

Certains auteurs (Dardot et Laval notamment) soulignent, non sans raison, que le néolibéralisme vise à réorganiser l'Etat lui-même dans un sens managérial. L'Etat est-il pour autant devenu entièrement néolibéral ? Oui soutiennent-ils de sorte que plaider en sa faveur reviendrait à conforter le néolibéralisme. D'où leur éloge inconsidéré des communs. On note au passage que le néolibéralisme a finalement du bon pour eux : il permet d'en revenir à un discours simpliste sur le thème « l'Etat n'est que bourgeois ».

Dans quelle histoire intellectuelle s'inscrit la mode des communs ?

L'Etat social est notre véritable révolution. Il existe dans tous les pays du monde y compris dans les pays libéraux : le Royaume-Uni est plus socialiste que la France en matière de santé avec son NHS, la retraite publique existe aux Etats-Unis, etc. Paradoxalement nous ne disposons toujours pas d'une authentique théorie de cette révolution. Le marxisme en est le principal responsable. Il permet (et ce n'est pas rien !) de penser le capitalisme, le salariat. Mais en réduisant la totalité sociale à cela, il interdit de penser la portée révolutionnaire de l'Etat social, tout comme d'ailleurs de la démocratie, l'un et l'autre étant considérés comme « capitalistes » (« en dernier ressort » comme aiment à le préciser les marxistes).

La détestation de l'Etat se trouve aussi dans bien d'autres traditions : Foucault, d'où sa séduction à l'égard des thèses économiques ultralibérales, la deuxième gauche, l'altermondialisme. Bourdieu était autrement plus fin. Dans la foulée de ses cours au collège de France sur l'Etat (entre 1989 et 2002), il soutient, contre les marxistes, que l'Etat est un champ spécifique et qu'il existe une « main gauche de l'Etat ». Dans l'Etat moderne, ceux qui ont le pouvoir sur l'Etat (la noblesse d'Etat) doivent invoquer l'universel pour asseoir leur pouvoir. Mais ce faisant, soutient-il, ils sont conduits à faire progresser réellement l'universel, via l'Etat social.

L'Universel, c'est l'intérêt général ?

Oui et on touche là le noyau dur. La justification ultime de l'Etat social renvoie à l'idée que l'intérêt général n'est pas réductible au jeu des intérêts particuliers ou des groupes sociaux. La société a une consistance propre. Les communs à l'instar de l'économie sociale et solidaire se réfèrent aux intérêts communs ou collectifs des membres associés. Ceux-ci sont légitimes. Mais ils ne se substituent pas à l'intérêt général : on est libre d'adhérer à une association, alors qu'on doit payer ses impôts, respecter le code du travail. L'eau doit-elle être un commun ? La Mairie de Paris à juger préférable de la mettre en régie publique et elle a eu raison¹.

L'Etat social délègue certaines fonctions à des associations : maisons de retraites, du handicap, etc. Pourquoi pas. Mais n'oublions pas que le tiers secteur peut servir d'antichambre au libéralisme. David Cameron avec la *Big Society*, a proposé de remplacer des services publics par un appel au bénévolat, aux associations... et finalement aux entreprises tout court.

Les communs c'est aussi la critique de la bureaucratie d'Etat...

Une critique bienvenue : l'Etat doit en effet être réformé pour mieux répondre aux besoins. Mais ne nous berçons pas d'illusions. « Vertus de la démocratie participative et vices de la démocratie représentative », ce raisonnement est une supercherie. La délégation de pouvoir est indispensable à toute structure complexe. Elle concerne aussi les associations, les mutuelles, où le taux de participation est souvent très faible, sans parler de la capture du pouvoir qui n'y est pas absente. Et n'oublions pas que la moitié des ressources des associations provient de fonds publics.

¹ Voir le bel ouvrage d'Anne Le Strat, *Une victoire face aux multinationales. Ma bataille pour l'eau de Paris*. Les Petits matins (2016).